

**Arrêté n° 554/DDPP/21 portant mise en demeure
au titre de la réglementation des installations classées
pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 21-101 du 29 juillet 2021 portant délégation permanente de signature à M. Thomas MICHAUD, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU l'arrêté d'autorisation délivré au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement à la société DELMONICO-DOREL CARRIERES le 2 janvier 2020 pour l'exploitation d'une carrière de roche dure sur le territoire des communes de Saint-Julien-Molin-Molette et de Colombier, lieu-dit "Les Gottes" ;

VU le rapport de mesures du bureau d'études Orféa Acoustique référencé R2-DOC-004-02-ICPE relatif à la campagne de mesures des émissions sonores réalisée le 7 juillet 2021 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 octobre 2021, établi au vu du rapport ci-dessus, constatant un dépassement de la limite réglementaire fixée dans l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2020 susvisé ;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

CONSIDÉRANT que la campagne annuelle de mesures des émissions sonores réalisée le 7 juillet 2021 révèle un dépassement de l'émergence autorisée au point situé sur la commune de Colombier, lieu-dit "Les Fougères" ;

CONSIDÉRANT que l'émergence calculée de 9 dBA, alors que la valeur maximale autorisée est de 5 dBA, peut entraîner une gêne significative des riverains ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DELMONICO DOREL de respecter les dispositions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2020 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}.- La société **DELMONICO DOREL CARRIERES** est mise en demeure, pour son exploitation située à Saint-Julien-Molin-Molette et Colombier, au lieu-dit "Les Gottes", de respecter sous un délai de 3 mois, les dispositions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 2020 susvisé.

Pour cela l'exploitant devra :

- mettre en œuvre les mesures correctives adéquates
- réaliser une nouvelle campagne de mesures des émissions sonores afin de vérifier l'efficacité des dispositions prises

ARTICLE 2.- Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5. - Le Directeur départemental de la protection des populations, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et les maires de Saint-Julien-Molin-Molette et Colombier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le
Pour la préfète
et par délégation,
Le secrétaire général

26 NOV. 2021

Thomas MICHAUD

copie adressée à :

- société DELMONICO-DOREL CARRIERES
- La Ravicole
- 4 RD 132
- 26140 ANDANCETTE
- Mairies de Saint Julien Molin Molette et Colombier
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono